



Signataires : Thierry Cerutti, Stéphane Fontaine, Arber Jahija, Skender Salihi, Christian Flury, Amar Madani, François Baertschi, Christian Steiner, Gabrielle Le Goff

Date de dépôt : 19 mai 2026

Proposition de motion

pour une réévaluation indépendante du projet d'unité de traitement thermique des boues à la STEP d'Aïre et l'étude d'alternatives cantonales

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève

considérant :

- que les Services industriels de Genève (SIG) prévoient l'implantation d'une unité de traitement thermique des boues de STEP sur le site d'Aïre, au Lignon, sur le territoire de la Ville de Vernier ;
- que le quartier du Lignon constitue l'un des ensembles résidentiels les plus densément peuplés du canton et accueille plusieurs infrastructures sensibles, notamment des écoles, des EMS, des équipements sportifs ainsi que des infrastructures hospitalières ;
- que le territoire de Vernier supporte déjà une concentration importante d'infrastructures industrielles, énergétiques, routières et logistiques ;
- que le projet s'inscrit dans un environnement déjà fortement marqué par diverses installations industrielles et techniques ;
- que plusieurs interrogations subsistent concernant les impacts atmosphériques, sanitaires et environnementaux du projet, notamment en lien avec la topographie locale, la proximité de bâtiments élevés, la densité urbaine et les régimes de vents dominants ;
- que certains phénomènes de dispersion atmosphérique en milieu urbain dense, notamment les effets de rabattement des panaches à proximité de

bâtiments élevés (« building downwash »), nécessitent des analyses approfondies ;

- que les phases transitoires d’exploitation des installations thermiques, notamment les démarrages, arrêts, incidents ou variations de charge, peuvent générer des émissions spécifiques nécessitant une surveillance renforcée ;
- que le principe de prévention prévu par la loi fédérale sur la protection de l’environnement (LPE) impose de limiter les émissions à la source selon l’état de la technique, indépendamment du seul respect des valeurs limites ;
- que le canton dispose déjà, sur le site des Cheneviers, d’infrastructures spécialisées de traitement thermique des déchets actuellement modernisées ;
- qu’il apparaît nécessaire d’évaluer de manière approfondie les variantes techniques, logistiques et territoriales avant toute décision irréversible ;
- qu’une analyse comparative incluant les impacts logistiques, énergétiques, environnementaux et territoriaux permettrait d’éclairer objectivement le choix final du canton ;
- que la question de l’acceptabilité territoriale et de la répartition équilibrée des infrastructures à impacts entre les différentes régions du canton mérite également d’être examinée,

invite le Conseil d’Etat

- à mandater une expertise indépendante portant sur les impacts atmosphériques, sanitaires et environnementaux du projet d’unité de traitement thermique des boues à la STEP d’Aïre ;
- à inclure dans cette expertise une analyse détaillée de la dispersion des émissions en tenant compte notamment :
 - de la topographie locale ;
 - des bâtiments élevés ;
 - de la densité urbaine ;
 - des vents dominants ;
 - des infrastructures sensibles situées à proximité ;
- à exiger des modélisations détaillées des émissions en fonctionnement normal ainsi qu’en phases transitoires d’exploitation, notamment lors des démarrages, arrêts, incidents ou opérations de maintenance ;

- à publier les résultats des études et modélisations réalisées dans un format compréhensible et accessible au public ;
- à présenter les mesures prévues en matière de surveillance continue des émissions, de contrôle indépendant et de transparence des données ;
- à examiner de manière comparative les différentes variantes de traitement des boues, notamment l'option d'une centralisation partielle ou totale du traitement thermique sur le site des Cheneviers ;
- à évaluer les impacts logistiques, énergétiques, environnementaux, territoriaux et financiers de chacune des variantes envisagées ;
- à étudier les alternatives de transport et d'acheminement des boues, notamment les possibilités de transport fluvial et les solutions visant à limiter les nuisances routières ;
- à intégrer dans l'analyse les effets cumulés des infrastructures industrielles, énergétiques, routières et aéroportuaires déjà présentes sur le territoire de Vernier dans le cadre de l'aménagement du territoire et de la protection de la santé publique ;
- à transmettre au Grand Conseil les résultats des expertises et analyses comparatives avant toute décision définitive d'implantation ;
- à associer étroitement les communes concernées ainsi que la population aux procédures d'information, d'évaluation et de consultation du projet.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Vernier souffre !

1. Contexte général

Le projet des SIG relatif à la modernisation du traitement des boues de la STEP d'Aïre soulève plusieurs interrogations importantes d'ordre territorial, environnemental, sanitaire et urbanistique.

La présente motion ne remet pas en cause la nécessité du traitement des boues d'épuration ni les obligations fédérales relatives à la récupération du phosphore. Elle vise en revanche à demander une réévaluation indépendante et transparente des modalités techniques et de l'implantation territoriale retenue.

Compte tenu de la densité urbaine du secteur concerné, de la concentration d'infrastructures existantes et des alternatives potentiellement envisageables, une analyse comparative approfondie apparaît nécessaire avant toute décision irréversible.

2. Densité urbaine et populations sensibles

Le site d'Aïre se situe à proximité immédiate du quartier du Lignon, caractérisé par une très forte densité résidentielle.

Plusieurs infrastructures accueillant des populations sensibles ou vulnérables se trouvent également dans le périmètre proche du projet, notamment des établissements scolaires, des EMS, des infrastructures sportives et des structures hospitalières.

Dans ce contexte, l'introduction d'une nouvelle installation thermique nécessite une attention particulière quant à ses impacts potentiels sur le cadre de vie, la qualité de l'air et la santé publique.

3. Questions liées à la dispersion atmosphérique

Plusieurs éléments techniques méritent des clarifications complémentaires :

- la hauteur projetée de la cheminée ;
- la proximité de bâtiments de grande hauteur ;
- la configuration topographique du site ;

- la présence d’une zone en cuvette le long du Rhône ;
- les régimes de vents dominants.

La littérature technique relative à la dispersion atmosphérique montre que certains contextes urbains peuvent nécessiter des analyses approfondies afin d’évaluer correctement le comportement des panaches d’émissions.

Des phénomènes connus de rabattement des panaches à proximité de bâtiments élevés (« building downwash ») doivent notamment être pris en compte dans les modélisations.

Il apparaît dès lors nécessaire que les études réalisées soient rendues publiques et validées par les autorités compétentes.

4. Surveillance des émissions et transparence

Même lorsque les valeurs réglementaires sont respectées, les installations thermiques modernes nécessitent une surveillance continue et indépendante, en particulier lors des phases transitoires d’exploitation.

Les phases de démarrage, d’arrêt, de maintenance ou d’incident peuvent générer des émissions spécifiques qui ne sont pas toujours reflétées par les seules moyennes réglementaires.

Dans ce contexte, les modalités de contrôle, de surveillance indépendante et de transparence des données d’émission doivent être clairement établies et accessibles aux autorités comme à la population.

Dans un projet présentant une forte sensibilité territoriale et environnementale, la transparence des données et l’indépendance des expertises constituent des éléments essentiels à la confiance publique.

5. Alternatives techniques, logistiques et cohérence territoriale

Le canton dispose déjà du site des Cheneviers, historiquement dédié au traitement thermique des déchets et en cours de modernisation.

Dans ce contexte, il apparaît légitime d’examiner de manière comparative :

- les avantages et inconvénients d’une centralisation du traitement thermique ;
- les impacts logistiques ;
- les coûts énergétiques ;
- les contraintes environnementales ;
- les effets territoriaux cumulés ;

- les possibilités de transport fluvial ;
- ainsi que les synergies potentielles avec les infrastructures existantes.

Le maintien d'une logique cantonale cohérente de centralisation des infrastructures de traitement thermique mérite d'être examiné avant toute création d'une nouvelle installation sur un autre site du canton.

Une telle analyse permettrait d'éclairer objectivement le choix final du canton.

6. Principe de prévention et acceptabilité publique

Compte tenu de la densité urbaine du secteur concerné et des interrogations exprimées par une partie de la population et des autorités communales, le principe de prévention, la transparence et la participation doivent pleinement s'appliquer.

Le principe de prévention inscrit dans la législation fédérale impose de limiter les émissions à la source selon l'état de la technique, même lorsque les valeurs limites réglementaires sont respectées.

L'évaluation du projet ne devrait pas être limitée aux seules émissions de la future installation, mais également tenir compte des effets cumulés des infrastructures industrielles, énergétiques, routières et aéroportuaires déjà présentes sur le territoire concerné.

Une expertise indépendante et contradictoire apparaît dès lors nécessaire afin de garantir la confiance du public, la crédibilité des décisions prises et une évaluation complète des alternatives envisageables.

7. Conclusion

Au regard des enjeux sanitaires, environnementaux, urbanistiques et territoriaux soulevés par ce projet, il apparaît nécessaire de disposer d'analyses complémentaires indépendantes, transparentes et comparatives avant toute décision définitive.

La présente motion vise ainsi à garantir que le choix final du canton repose sur une évaluation complète des impacts, des alternatives techniques et des principes de prévention applicables dans un secteur particulièrement dense et sensible du territoire genevois.

Pour ces raisons, je vous invite, Mesdames, Messieurs les députés du Grand Conseil, à soutenir la présente proposition de motion.